

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.56990

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

long de son livre, L. Gall hésite, sans vraiment trancher, entre deux utilisations possibles de la monographie familiale: soit la monographie »reflet« utilisée en tant qu'illustration concrète de phénomènes plus généraux – auquel cas l'accent est mis sur les aspects représentatifs et généralisables, soit la monographie »micro-historique«, à la manière d'E. Grendi, de C. Ginzburg ou de C. Poni, mettant l'accent, au contraire, sur la cohérence interne d'un devenir familial irréductible dans son individualité. La seconde limite tient aux choix (imposés par une documentation peut-être moins riche qu'il n'y paraît, ou au contraire par les préférences non explicitées de l'auteur?) qui restreignent d'autant la portée de l'enquête: l'univers reconstitué par L. Gall est d'abord un univers dans lequel la place faite aux hommes l'emporte de manière écrasante (à 85 % si l'on en juge par les occurrences relevées dans l'index) sur celle réservée aux femmes; il est ensuite très majoritairement aussi (et ceci est lié à la remarque précédente) un univers public, politique et idéologique, alors que les autres aspects doivent se contenter de la portion congrue: les dimensions économiques de l'histoire familiale (revenus, dépenses, budget etc.), les aspects affectifs et privés, la sexualité et les sentiments, les amours et les amitiés, les lectures et les loisirs, l'alimentation et le vêtement, les rapports avec la domesticité etc., bref tous ces aspects qui sont aussi essentiels à la compréhension d'une culture familiale et sociale que les choix idéologiques explicites, ne sont évoqués, dans le meilleur des cas, que de manière allusive et par la bande.

Etienne FRANÇOIS, Paris

Karl-Ernst JEISMANN (Hg.), *Bildung, Staat, Gesellschaft im 19. Jahrhundert. Mobilisierung und Disziplinierung*, Stuttgart (Franz Steiner Wiesbaden) 1989, 436 p. (Nassauer Gespräche der Freiherr-vom-Stein-Gesellschaft, 2).

Le XIX<sup>e</sup> siècle, ère d'industrialisation et de modernisation, a vu s'accroître dans toute l'Europe les phénomènes de mobilité sociale. Quelle part revient aux structures d'enseignements dans ce processus? Quelles transformations ont-elles été impulsées, dans quelle mesure ont-elles été un frein. La question se pose avec une acuité toute particulière pour l'Allemagne où le système éducatif a très vite atteint un haut niveau de développement – bien avant l'explosion industrielle – mais a préservé jusqu'à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle des structures fortement hiérarchisées. La contribution de l'instruction publique à la mobilité sociale au XIX<sup>e</sup> siècle ne consistait pas du tout à ouvrir des espaces vides entre les classes sociales, à déréglementer leurs relations en suscitant une relative égalité, mais au contraire à créer de nouvelles codifications permettant, selon le nouveau critère du mérite, de passer d'un groupe à l'autre. Une étude de l'impact social du système d'enseignement dans l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle doit donc très largement consister dans une étude des carrières et des filières fondée sur l'évaluation de données empiriques.

C'est précisément l'un des principaux mérites du volume d'études rassemblées par Karl-Ernst Jeismann que d'élucider la notion de *Bildung* non pas à partir des programmes ou intentions des fondateurs de l'Université, ni même dans une sorte de comparaison entre les intentions affichées et les résultats obtenus mais bien dans ses relations au niveau le plus empirique avec l'Etat et les diverses couches sociales. Des exemples pris en Autriche, en Bavière ou dans le Brunswick invitent à replacer dans un contexte plus large le modèle prussien. Il faut saluer le fait que la plupart des contributions commencent par une définition précise de la méthode employée et s'achèvent sur une bibliographie, ce souci didactique faisant du livre une véritable mise au point sur l'état de la recherche historique en Allemagne. Regrettons toutefois la faible réception des théories étrangères. Une prise en compte, même critique, de Pierre Bourdieu aurait peut-être abouti à relativiser un certain hiatus méthodologi-

que entre le processus de transformation des institutions et le processus de transformation des contenus.

Une première partie de l'ouvrage analyse les relations de la pédagogie et de la politique en Prusse à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une seconde partie développe de nouveaux aspects des réformes éducatives prussiennes à la suite des guerres de libération. Une troisième partie étudie l'incidence d'un élargissement du système éducatif sur la mobilité sociale en Prusse et dans le Brunswick. Une quatrième partie se concentre sur l'institutionnalisation de l'enseignement féminin, la cinquième partie est consacrée à des aspects du travail concret d'enseignement (les mathématiques, l'histoire), la sixième partie concerne la formation des maîtres. La septième partie esquisse quelques modèles interprétatifs qui ont accompagné la genèse du système éducatif moderne, le dernier article évoquant plus particulièrement la notion d'autonomie pédagogique au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'ouvrage met bien en évidence la nécessité d'un entrecroisement des perspectives dans la recherche historique sur l'éducation. L'évaluation d'individualités (Fröbel, Schulze) doit se poursuivre dans une approche prosopographique (les historiens), dans une étude des carrières (l'instituteur allemand par rapport aux collègues européens) ou des filières (les bacheliers), des lieux d'enseignement (le séminaire de formation pratique des enseignants), des disciplines (mathématiques), des concepts (autonomie) pour permettre d'appréhender la complexité d'un système. Si ces recherches conjointes confirment des présomptions (place limitée des régions catholiques dans les premiers développements de l'historiographie, mobilité sociale réduite à la bourgeoisie dans les gymnases prussiens) elles révèlent également des effets indirects imprévus (les professeurs hommes d'écoles de filles ont beaucoup fait pour améliorer l'enseignement féminin et par voie de conséquence leur propre statut) et mettent toutes en évidence la place du système d'enseignement allemand au XIX<sup>e</sup> dans l'élaboration et la défense d'une idéologie de fonctionnaires d'Etat. Au-delà de l'intérêt du volume pour l'histoire de l'enseignement on a donc affaire à une intéressante contribution à l'histoire du principe étatique en Allemagne.

Une utile comparaison du statut de l'instituteur primaire en France, en Allemagne et en Angleterre, figurant dans le volume, indique une voie dans laquelle les investigations conduites par K.-E. Jeismann pourraient éventuellement s'élargir. La fonction spécifique de la notion de »Bildung« dans la constitution d'une idéologie de l'Etat en Allemagne s'éclairera davantage encore au terme d'une confrontation systématique avec la place structurelle de la »reproduction du savoir« en France et en Angleterre au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Michel ESPAGNE, Paris

Colin HEYWOOD, *Childhood in nineteenth-century France. Work, health and education among the »classes populaires«*, Cambridge, New York u. a. (Cambridge University Press) 1988, X-350 S.

Kindheit im Spannungsfeld von Erziehung und Arbeit während des 19. Jh. in Frankreich, diesem Thema widmet sich Colin Heywood in der vorliegenden Monographie. Er vergleicht die Bedingungen, unter denen Kinder im agrarischen Bereich heranwachsen (Teil 1), mit denen, die die Kindheit in industriellen Zusammenhängen prägen (Teil 2). In einem dritten Teil analysiert er die Etappen, in denen Kinderarbeit zu einem sozialpolitischen Problem avanciert, in denen die Schutzgesetzgebung entwickelt und letztlich auf eine Trennung von Erziehung, respektive Ausbildung und Arbeit hingewirkt wird. Mit der Erörterung dieser Komplexe verbindet Heywood drei zentrale Fragen, die zwar, wie er selbst konzediert, bereits vielfach bearbeitet wurden – ohne jedoch für den Verfasser befriedigende Antworten gefunden zu haben. Er untersucht die Ursachen für die wechselnde Intensität, mit der Kinderarbeit während des 19. Jh. öffentlich diskutiert wird. Zum zweiten versucht er festzustellen, ob und